

Article 31 du Règlement

Pour ne citer qu'un seul exemple de cette politique, le gouvernement de l'Ontario a ordonné à Ontario Hydro de se servir des 240 millions de dollars déjà affectés au développement de l'énergie nucléaire, soit 60 millions de dollars par année pour les quatre prochaines années, pour alléger la demande en énergie en prenant des mesures favorables à la conservation de l'énergie et au rendement énergétique.

Cette réaffectation de fonds, en soi, représente une fois et demie plus d'argent que l'ensemble des dépenses que le ministère de l'Énergie consacre à tous les programmes fédéraux de rendement énergétique, de conservation de l'énergie et de recherches sur les énergies de remplacement. D'ailleurs, tout le budget fédéral à ce chapitre, soit 35 millions de dollars par année, ne dépasse que de 20 millions la somme d'argent qu'Ontario Hydro dépensera en publicité pour faire la promotion de ses programmes de conservation et de rendement énergétique.

• (1410)

Les députés s'en souviendront peut-être quand ils se rendront voir l'exposition sur l'énergie solaire dans l'édifice de l'Ouest, et cela les incitera peut-être ensuite à prendre des mesures pour corriger ce déséquilibre scandaleux.

* * *

LES AUTOCHTONES

L'hon. Alan Redway (Don Valley—Est): Monsieur le Président, les électeurs de ma circonscription m'ont clairement et fermement fait comprendre que lors des prochaines négociations constitutionnelles, il faudra accorder une haute priorité aux questions concernant les autochtones.

Ils ne veulent plus de violence ou d'affrontements armés. Ils veulent que toutes les revendications légitimes des autochtones concernant les territoires, l'autonomie administrative ou la souveraineté soient réglées rapidement et avec justice.

Monsieur le Président, nous savons tous deux que ce n'est pas là tâche facile. Les dirigeants autochtones ne s'entendent pas toujours entre eux, sans parler de leurs différends avec le gouvernement. Les Mohawks d'Oka, par exemple, seraient divisés en sept factions soutenant toutes être la seule dirigeante légitime de la communauté.

Il est néanmoins essentiel que le gouvernement soit au moins perçu comme faisant tout ce qu'il peut pour trouver une solution et, jusqu'à maintenant, en dépit des efforts déployés par le ministre, ce n'est pas l'impression que nous avons.

[Français]

LA SEMAINE NATIONALE DE L'ÉDUCATION DES FEMMES FRANCOPHONES

M. Eugène Bellemare (Carleton—Gloucester): Monsieur le Président, le Réseau national d'action éducation femmes, fondé en 1980, vient de célébrer à travers le Canada sa première semaine nationale de l'éducation des femmes francophones.

Grâce au travail de nombreuses bénévoles du RNAÉF et au soutien financier du Programme de la femme du Secrétariat d'État, la semaine a été un succès. Cet organisme a pour but de promouvoir la femme francophone dans toutes les provinces canadiennes par le biais de l'éducation et l'accès à l'éducation.

Je suis fier de porter le macaron libellé «Les hommes évolués respectent et encouragent les femmes en quête d'équité», lequel m'a été présenté lors de la première exposition des services éducatifs pour les femmes francophones qui a eu lieu à Orléans, dans la circonscription de Carleton—Gloucester.

Je dis bravo aux femmes du RNAÉF.

* * *

LA SOCIÉTÉ RADIO-CANADA

M. Guy Saint-Julien (Abitibi): Monsieur le Président, Télé-Métropole et CFCF sont tombés à bras raccourcis sur Radio-Canada hier devant le CRTC, l'accusant de vouloir accroître l'avantage déloyal que la société d'État possède déjà sur le réseau privé de télévision.

M. Charles Bélanger s'en prend aux revenus publicitaires de Radio-Canada, mais à la façon aussi dont elle a commercialisé sa programmation depuis le début des années 1980, préférant la diffusion de *Dallas* à la production de dramatiques canadiennes ou de documentaires sur la politique, l'économie et l'environnement, et ceci, depuis les années 1980.

* * *

[Traduction]

LES QUESTIONS AU FEUILLETON

M. Doug Fee (Red Deer): Monsieur le Président, j'ai été estomaqué d'apprendre hier qu'il nous en a coûté jusqu'à 8 000 \$ pour faire la recherche relative à une seule question au *Feuilleton*. En fait, la recherche pour certaines questions mettant en cause plusieurs ministères pourrait coûter plus de 8 000 \$.